

CaP Finistère

6 juillet
Fête fédérale à Guilers

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1008
VENDREDI 21 JUIN 2013

Dispensé de timbrage BREST CTC

Sauver la politique familiale

« La politique familiale est un des piliers du modèle social français, c'est même une de nos fiertés, une de nos réussites, qui est souvent enviable, et en particulier dans les autres pays européens », a rappelé Jean-Marc Ayrault à l'issue de la réunion du Haut Conseil de la famille, qui s'est réuni le 3 juin.

pays, qui est la pauvreté d'une partie des enfants et des familles. Un enfant sur cinq est en situation de pauvreté », a insisté Jean-Marc Ayrault. Il est donc prévu de mettre en place des aides supplémentaires, pour les mères isolées, pour les familles monoparentales, pour les familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

« Tout notre défi, alors que cette politique familiale, ce modèle français, connaît des difficultés financières, c'est de le sauver, de le préserver », a poursuivi le Premier ministre. **« Le défi du gouvernement consiste donc à réformer le modèle social français en le pérennisant dans ses financements, en le rendant plus juste dans sa mise en œuvre et en étant plus solidaire pour assurer son financement ».**

La politique familiale de la France existe depuis la III^e République. Elle s'est surtout consolidée à la Libération, avec le Conseil National de la Résistance et son programme. La Sécurité Sociale est basée sur le principe de solidarité et de répartition, le plus juste possible, des contributions et des efforts. Mais la société de 1945 n'est plus tout à fait la même qu'aujourd'hui. La situation des familles a évolué et le taux d'activité des femmes a fortement augmenté. C'est pour cette raison que le gouvernement a décidé de prendre une grande mesure en faveur de l'accueil des jeunes enfants. 275 000 places nouvelles, apportant une solution de garde, vont être proposées, dont 100 000 places supplémentaires en crèche.

« Il faut également lutter contre les inégalités et, en particulier, un phénomène inacceptable dans notre

S'agissant des prestations familiales, le gouvernement a décidé de préserver l'universalité des Allocations Familiales. Elles continueront d'être versées de façon égale à tous les enfants, de toutes les familles. Mais, cela doit se faire sur la base de la justice, de la solidarité.

C'est pour cela que le gouvernement a choisi de faire appel aux familles les plus aisées, en réduisant un avantage fiscal, à travers le quotient familial. Cette mesure concernera un nombre très limité de ménages puisque moins de 12% des familles seront concernées par cet effort supplémentaire.



Un financement plus solidaire

À travers cette réforme, le gouvernement entame une action concrète pour la pérennité, la consolidation, le renforcement de l'équité de la politique familiale française. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 20/06/2013



Dossier de la semaine

Le cap est tenu



Vie de la Fédération

*Université permanente
2013*



Interview

*Vers une cyber-réserve
Avec Jean-Yves Le Drian*

Juste des mots ?

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Et les mots pour le dire arrivent aisément. Or, on constate depuis quelque temps que la droite ne maîtrise absolument plus son vocabulaire. Des manifestants contre le mariage pour tous bloquent la circulation et sont placés en garde à vue ? La droite parle de rafles. Les forces de l'ordre sont obligées d'utiliser des bombes lacrymogènes pour disperser une manifestation ? Elle parle de gazage. À Brest, l'UDI, qui pourtant se déclare centriste, va même jusqu'à utiliser le terme de « dictature » à propos de la majorité municipale menée par François Cuillandre. De telles outrances contribuent à créer un climat malsain dans notre pays et n'honorent pas ceux qui les prononcent. Mais elles mettent surtout en évidence le désarroi d'une droite qui serait bien inspirée de s'interroger sur les conséquences de ces déclarations.

PS29

Un an d'action



« Nous n'avons pas arrêté de légiférer », a souligné Jean-Jacques Urvoas. 22 textes ont été adoptés, la moitié d'origine gouvernementale et l'autre d'origine parlementaire. L'urgence médiatique ne permet sans doute pas de s'en rendre compte mais le gouvernement et la majorité sont, depuis le mois de mai pour les ministres et le mois de juin pour les députés, au travail. À l'Élysée, François Hollande décide, arbitre, choisit, tous les jours. Et prend des décisions particulièrement courageuses, comme lorsqu'il s'agit d'aider militairement le gouvernement malien menacé par des islamistes.

Une information chasse l'autre mais il faut tout de même se rappeler qu'à peine élu, François Hollande a pris trois décisions importantes : une augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire, pour les familles les plus modestes, le retour à la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler tôt et l'encadrement des loyers en cas de changement de propriétaire.

Pour Bernard Poignant, le président a fixé un cap et il s'y tient. Premier axe de sa politique, le redressement des finances du pays. « Ce n'est pas un hasard si les Français nous ont confié les responsabilités du pays à ce moment », a indiqué le maire de Quimper. « Ils savent qu'avec la gauche, les efforts seront justement répartis. »

Ensuite, et parallèlement, la lutte contre le chômage de masse. Les outils sont maintenant en place. Il s'agit des contrats d'avenir, pour les jeunes, peu ou pas diplômés, des contrats de génération, de la Banque publique d'investissement.

Enfin, l'ancien président du groupe socialiste français au Parlement européen a insisté sur la politique européenne du Président. « Ce sera long et difficile. Mais François Hollande a déjà réussi à faire bouger les lignes de la Banque Centrale européenne sur la prise en compte des dettes des États. Il a la capacité de faire en sorte que l'Europe ne soit pas qu'un champ d'austérité mais d'espoir et de dynamique économique. »

En savoir plus : <http://www.parti-socialiste.fr/1andechangement/>

Le cap est tenu

Un an après l'élection de François Hollande à la présidence de la République et la victoire de la gauche aux Législatives, la section socialiste de Quimper a souhaité organiser une matinée de débats, le 25 mai, pour faire le point sur le premier bilan de cette année.



Au cœur de l'action de la majorité

Et qui mieux que Bernard Poignant, conseiller de François Hollande, et Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois, pouvaient apporter des éléments de compréhensions sur l'action du président de la République et de la majorité parlementaire ?

« Nous ne devons pas nous tromper : les Français ne sont pas aussi sensibles qu'on ne le croit au "**Hollande Bashing**" », a insisté Matthieu Stervinou. « Lorsque nous allons à la rencontre des Quimpérois, on se rend compte que les Français sont tout à fait lucides et conscients de la situation dans laquelle se trouve le pays », a rappelé le secrétaire de la section de Quimper.

Pour Jean-Jacques Urvoas, il est important de prendre le temps de regarder lucidement les douze mois qui viennent de s'écouler. « Dans l'univers médiatique, tout va très vite. Un événement anodin peut prendre des proportions médiatiques énormes pendant quelques heures avant d'être totalement oublié. Les chaînes d'information en continu campent littéralement à l'Élysée », a rappelé le président de la commission des lois. « Pour la première fois la rédaction du site internet du Figaro dispose de plus de moyens que la rédaction de la version papier. » Il est donc important de prendre du temps pour jeter un regard lucide sur l'année qui vient de s'écouler.

Et sur le sens qu'il faut donner à l'action de la majorité.

Il convient d'abord de se souvenir de la campagne présidentielle et des engagements de François Hollande. « Il faut souligner que François Hollande a très peu promis », a rappelé Bernard Poignant. En ce sens, il a rompu avec la tradition de la gauche qui, en 1936, en 1981 et même en 1997, s'était engagée à réduire la durée du temps de travail et à augmenter les salaires et à donner du pouvoir d'achat aux salariés. Compte tenu de la situation dramatique dans laquelle se trouvent les finances du pays, après dix ans de droite, il n'était pas possible, pour François Hollande de ne pas placer le redressement des comptes publics comme une des priorités du début de son premier quinquennat.

Pour Bernard Poignant, il faut sans doute mieux qualifier l'action de la majorité. Est-elle socialiste ? Social-démocrate ? « Elle est raisonnable », a résumé Jean-Jacques Urvoas. Cela ne veut pas dire tiède ou modérée, mais basée sur la réalité économique qui s'impose aux gouvernants. Le déficit budgétaire fait peser de graves menaces sur l'indépendance même du pays. Il est donc nécessaire de le combler avant d'envisager d'entreprendre d'autres réformes.



Le 25 mai à Quimper

François Hollande a fixé un cap en arrivant à l'Élysée. Il s'y tient parce qu'il faut du temps pour que les lois votées par la majorité portent leurs fruits. Les contrats d'avenir et de génération sont en train d'être signés et la banque publique d'investissement commence à instruire ses dossiers.

C'est aussi de cette manière qu'on peut mesurer le changement : la France est passée d'un caporal à sang chaud à un capitaine à sang froid. 🇫🇷

Université permanente 2013

Le premier week-end de formation de l'université fédérale permanente s'est déroulé les 8 et 9 juin, au centre de Moulin-Mer à Logonna-Daoulas.



Les stagiaires de la promotion 2013 de l'université permanente

« Avec cette université permanente, le parti joue son rôle d'éducation populaire », explique Étienne Valois, secrétaire fédéral à la Formation. « Il ne s'agit pas de former des militants uniquement dans l'optique d'une campagne électorale, mais de leur donner des outils qu'ils pourront ensuite utiliser dans leur vie politique mais aussi associative, syndicale ou personnelle. »

« Le choix du lieu peut paraître anecdotique mais il n'en est rien », précise Étienne Valois. « Le cadre dans lequel se déroule la formation joue un rôle important pour la cohésion du groupe car les stagiaires sont en immersion pendant deux jours ».

« Cette promotion, qui compte 11 militants (MJS et PS), est représentative de la diversité du Parti Socialiste », constate Audrey Higelin, formatrice nationale qui a animé l'exercice de prise de parole en public. « Elle est paritaire et regroupe des adhérents venant de sections urbaines et rurales. » « C'est toujours difficile de refuser des candidatures mais nous devons veiller à ces équilibres »,

reconnait Étienne Valois qui se félicite tout de même de constater qu'il y avait plus de candidats que de places à pourvoir. « Cela montre qu'il existe une vraie demande de la part des adhérents. »

Pour ce premier week-end, les stagiaires ont travaillé sur la prise de parole en public et sur la conduite de campagnes électorales. Il s'agit d'un exercice parfois déstabilisant mais particulièrement utile et formateur.

Le groupe, maintenant constitué et soudé, se retrouvera au mois d'octobre pour une seconde session. Comme de coutume les stagiaires de l'université fédérale permanente donneront un nom à leur promotion à l'occasion de sa deuxième session. Les paris sont ouverts. 🌸

Interview

Vers une cyber-réserve

Avec Jean-Yves Le Drian

La menace d'une cyberattaque est prise très au sérieux par le ministère de la Défense.

Cap Finistère : La France a-t-elle déjà été victime de cyberattaques ?

Jean-Yves Le Drian : Les cyberattaques constituent une menace directe contre nos intérêts économiques et stratégiques. Dans le cas d'attaques massives, notre autonomie de décision peut être menacée.

La France a déjà subi des cyberattaques. De très nombreuses nations font le même constat. C'est pourquoi le président François Hollande a décidé d'élever la cyberdéfense au rang de priorité nationale dans le nouveau Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale.

Les acteurs sont extrêmement nombreux et variés. Vous pouvez avoir toutes sortes de combinaisons allant de la contestation, de l'activisme, de la criminalité, de la propagande, le tout pouvant servir de paravent à des organisations beaucoup plus

structurées de type maffieux, terroriste ou encore relevant d'un État. Mais une attaque d'envergure visant les intérêts stratégiques d'un État ou voulant le déstabiliser prendra à mon sens place dans une confrontation de même nature, le cyber n'en étant qu'une des manifestations. Le « brouillard » de cet espace numérisé permet toute sorte de manipulations et rend très difficile l'identification précise d'un attaquant.

Cap Finistère : Comment faut-il comprendre votre déclaration, le 3 juin à Rennes : « La cyberdéfense est une nouvelle donne stratégique » ?

Jean-Yves Le Drian : Ce domaine, très technique au départ, est devenu l'un des enjeux des relations internationales. La mondialisation et la mise en réseau des systèmes ont engendré cet espace numérique sans lequel notre société moderne ne peut fonctionner. J'ai ainsi annoncé à Rennes un renforcement de l'ensemble de notre dispositif national de cyberdéfense préventive, défensive et offensive. Cela passe par des investissements nouveaux,

l'embauche de spécialistes et une réorganisation de nos services.

Cap Finistère : Qu'est-ce que la cyber-réserve opérationnelle ?

Jean-Yves Le Drian : Les premiers retours d'expérience face à des attaques informatiques de grande ampleur montrent qu'après avoir identifié et caractérisé une attaque, il faut remettre à niveau ou redéployer le système d'information de l'organisme attaqué. Dès que l'organisme est un peu important, il faut faire cela pour plusieurs dizaines de milliers de postes informatiques et dans le temps le plus court possible. La question est donc de regarder comment mobiliser des effectifs importants de personnes compétentes et de confiance pour appuyer l'État dans la gestion d'une crise de cette nature. Le Livre blanc a identifié le besoin d'une telle composante. Il nous appartient, à présent, d'en définir finement la forme, les missions et de la développer. 🌸



Agenda

28 juin

18 h 30 : Conseil fédéral
au local du PS à Brest.

6 juillet

Fête départementale à
partir de 15 h 00 débats et
à partir de 19 h 00 repas
convivial et animations,
salle Marcel Pagnol
à Guilers.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1008 - Vendredi 21 juin 2013
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

« Quelles politiques publiques pour l'agriculture et l'agroalimentaire ? »

Alors que les annonces de suppressions de postes et de fermetures d'usines se multiplient dans le secteur agroalimentaire en Bretagne, la 8^e circonscription organise le lundi 24 juin au centre culturel de Rosporden, à 20 h 00, une conférence-débat sur le thème : « Quelles politiques publiques pour l'agriculture et l'agroalimentaire ? », en présence notamment de Michaël Quernez, vice-président du Conseil général en charge de l'économie, et d'Isabelle Thomas, députée européenne.

Claude Bartolone le 27 juin à Saint-Martin- des-Champs

À l'invitation du député Gwengogan Bui et du sénateur Jean-Luc Fichet, Claude Bartolone, président de l'Assemblée Nationale, sera dans la région de Morlaix, le jeudi 27 juin et animera une réunion publique à 20 h 30, salle du Roudour à Saint-Martin-des-Champs.

Quelle réforme fiscale pour une meilleure redistribution des richesses ?

La section socialiste de Moëlan-sur-Mer organise un débat intitulé « Quelle réforme fiscale pour une meilleure redistribution des richesses ? » le mercredi 10 juillet 2013 à 20h00 salle multifonctions de la MLC - Moëlan-sur-Mer.

Les échanges seront animés par Emmanuelle Bénard, secrétaire fédérale.

Avec les salariés de Marine Harvest Kritsen



Alors que près de 400 emplois sont menacés en Bretagne (187 à Poullaouën et 175 à Châteaugiron, en Ille-et-Vilaine), le 10 juin, Richard Ferrand a rencontré les salariés de *Marine Harvest Kritsen* de Poullaouën. « Je voulais les assurer de

ma solidarité et de ma totale disponibilité à leurs côtés, au moment où la fermeture du site et de nombreux licenciements sont annoncés », explique le député de la 6^e circonscription. « Je voulais aussi qu'ils expriment leurs attentes sur l'action des élus dans ce moment pénible pour chacun, où l'angoisse collective est perceptible. »

Les salariés concernés ont fortement exigé d'importantes indemnités pour ceux et celles qui seront licenciés. Ils ont également insisté sur la situation des jeunes, récemment recrutés en CDI, qui ont investi dans un logement, une maison et risquent de perdre leur emploi.

D'autres, enfin, ont dénoncé « la faute à l'Europe » qui laisse prospérer le dumping social et ont déploré l'insuffisance d'infrastructures routières, notamment en Bretagne intérieure. Le site de Poullaouën produit essentiellement des saumons et des truites fumées.

Richard Ferrand a indiqué aux salariés de *Marine Harvest Kritsen* qu'il était à leurs côtés, avec le gouvernement, les services de l'État et les collectivités locales. « Le combat ne fait que commencer avec un seul objectif pour lequel je me battraï : l'avenir des salariés et de leurs familles », a-t-il insisté.

Annonces légales & judiciaires

Par décision du 5 juin 2013, l'associé unique de l'**EURL BOQUEN**, au capital de 7 000 euros, siège social : 59, rue de Kermenguy à BREST, 788 535 599 RCS BREST a transféré son siège social au 13, rue Louis Pasteur à BREST. Le gérant, Romain BOQUEN.

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS

Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

MEWAI

Société par Actions Simplifiée
en liquidation
au capital de 10 000 euros
Siège de la liquidation : 4, rue Douar Ar Pont
29890 BRIGNOGAN PLAGE
539 137 034 RCS BREST

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une délibération extraordinaire en date du 2 janvier 2013, l'Assemblée Générale des associés a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus de sa gestion et déchargé de son mandat le liquidateur et constaté la clôture de liquidation.

Les comptes seront déposés au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 7 juin 2013, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination :

BOULANGERIE DELAUNAY.

Siège : 72, rue du Carpon - 29200 BREST.

Capital : 4 000 euros.

Objet : L'activité de boulangerie, pâtisserie, sandwicherie.

Gérant : Madame DELAUNAY Catherine demeurant 72, rue du Carpon à BREST.

Durée : 99 ans.

Immatriculation : Au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 11 juin 2013, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination :

HYDROSPHÈRE.

Siège : 10, rue de Keranfurust - 29200 BREST.

Capital : 5 000 euros.

Objet : L'activité de plomberie, chauffage, menuiserie, placoplâtre, électricité, revêtement de sols.

Gérant : Monsieur OLLIVIER Jean-Pierre demeurant 10, rue de Keranfurust à BREST.

Durée : 99 ans.

Immatriculation : Au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, Avenue de Kéradennec
QUIMPER
Tél. 02 98 90 04 35

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à QUIMPER du 5 juin 2013, enregistré à QUIMPER Ouest le 7 juin 2013, bordereau n° 2013/984, case n°4,

La société **SARL CLEMY**, société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle au capital de 7 500 euros dont le siège social est fixé à MELLAC (29300) - Kervidanou 3, Galerie Commerciale Intermarché et immatriculée sous le numéro 480 819 861 RCS QUIMPER.

A vendu

À la société **PHONE 2 YOU**, société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle au capital de 7 500 euros dont le siège social est fixé à MELLAC (29300) - Kervidanou 3, Galerie Commerciale Intermarché et immatriculée sous le numéro 792 804 957 RCS QUIMPER.

Un fonds de commerce de vente de téléphonie et tous produits technologiques, de communication et de services sis et exploité à MELLAC (29300) - Kervidanou 3, Galerie Commerciale Intermarché et pour lequel elle est inscrite sous le n° 480 819 861 RCS QUIMPER.

Cette vente est faite moyennant le prix principal de cent vingt mille euros (120 000 euros), s'appliquant aux éléments incorporels et au matériel.

Les oppositions seront reçues au Cabinet Les Conseils d'Entreprises - 143, avenue de Kéradennec à QUIMPER, où domicile a été élu à cet effet, dans les 10 jours de la dernière en date des insertions légales et de la publication au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales.

Pour avis.